



AMBASSADE DE SUISSE  
EN GRANDE-BRETAGNE

LONDON, W.1, le 13 janvier 1964  
18, Montagu Place,  
Bryanston Square

Réf.: G.59.2.-JS/pi

ad: p.B.58.01.4.-CX/va †

CONFIDENTIELLE

Au Secrétaire général du  
Département politique fédéral

B e r n e

Monsieur l'Ambassadeur,

Je regrette de ne pouvoir répondre qu'aujourd'hui à votre lettre du 9 décembre me demandant quelle est l'opinion des milieux anglais autorisés sur la politique européenne de la Suisse. Le début des vacances parlementaires, vous le savez sans doute, marque un mouvement d'exode qui tend à vider la capitale au profit des lieux de villégiature ou de sports d'hiver, et les gens ne rentrent guère avant la mi-janvier.

Il m'eût paru erroné de me prononcer sur la question que vous me posez sans auparavant avoir pu converser avec quelques personnes bien informées et qui portent de l'intérêt à notre pays.

Les conversations que j'ai pu avoir jusqu'ici n'ont pourtant pas ajouté beaucoup aux idées que je m'étais formées à ce sujet depuis mon entrée en fonctions à Londres.

Une première constatation générale se dégage, c'est que la Suisse, en tant qu'entité politique, n'intéresse pas les Anglais.

Il n'y a lieu ni de s'en étonner, ni d'en concevoir du dépit. Par tradition et par caractère, les Anglais réservent leur attention aux choses britanniques ou qui y sont directement liées. A un journaliste suédois qui avait été appelé à donner une conférence à Oxford et qui demandait ensuite à un groupe de ses auditeurs ce qu'ils pensaient de la Suède, ceux-ci répondirent: "We, in Oxford, we don't think anything about Sweden". Alors que nos journaux rapportent et commentent si abondamment les nouvelles politiques intéressant le monde ou les divers pays étrangers, la presse de ce pays-ci multiplie les détails sur la politique intérieure ou extérieure de l'Angleterre et du Commonwealth, mais elle passe sous silence ou ne mentionne que très brièvement les faits politiques intéressant l'étranger s'ils ne sont pas de nature à influencer directement le

Royaume-Uni. Je ne me souviens pas avoir vu, depuis deux ans, un article de journal londonien faisant une référence quelconque à la position politique de la Suisse vis-à-vis du monde ou de l'Europe, exception faite de commentaires sur la position de notre pays vis-à-vis de l'intégration économique européenne ou sur le rôle que sa monnaie l'appelle à jouer sur le marché financier international. Encore faut-il rappeler que ces aspects particuliers de la vie de notre pays intéressent ici en raison de leur incidence possible sur les évaluations ou l'attitude des Anglais, nos partenaires de l'EFTA, dans les domaines économique ou financier. Cet intérêt ne se manifeste pourtant que dans les milieux limités: ceux des affaires et ceux des gens auxquels, à l'échelon administratif ou même gouvernemental, il revient de suivre et de traiter ces problèmes. Si l'on excepte certains spécialistes qui font profession, sur le plan privé, d'écrire et de parler de l'évolution économique et financière de l'Europe et des pays qui la composent, très rares sont les personnalités anglaises qui se posent la question de savoir si la Suisse a une politique européenne et, dans l'affirmative, quelle elle est.

A ce qui précède, il faut ajouter que les événements qui ont marqué, parfois d'un jour sombre, la vie politique interne de l'Angleterre au cours de l'année écoulée: déclaration de Gaulle du 14 janvier, mort de Gaitskell, affaire Profumo, retrait de Macmillan... etc, n'ont fait que détourner davantage l'attention des Anglais de ce qui n'était pas proprement anglais ou britannique. Depuis ~~leur~~ le changement de Premier Ministre, la perspective des élections occupe tous les esprits des habitants de cette île pour qui, rappelons-le, les "foreigners" et leurs manifestations sont un sujet de désintérêt courtois, mais évident.

En faisant donc abstraction de la masse de la population qui limite son idée sur la Suisse à ce que lui inspire l'évocation de beaux paysages, des sports d'hiver, de l'horlogerie et du chocolat, et si l'on laisse de côté l'administration dont la tâche est d'étudier les aspects techniques de l'économie et, parfois, de la politique économique et financière de notre pays (sur quoi les rapports économiques qui vous parviennent de cette Ambassade vous tiennent informé), je discerne les éléments suivants.

En dehors de la politique de neutralité dont elle se prévaut, la Suisse n'apparaît pas, ici, comme pratiquant une politique européenne ou mondiale autrement définissable. (Je répète que je laisse de côté le domaine particulier de l'intégration économique sur lequel vous êtes renseigné par ailleurs.)

Aussitôt qu'elle est vraiment comprise, notre politique de neutralité est favorablement appréciée. C'est le cas, semble-t-il, à l'échelon gouvernemental. A mesure que la compréhension de cette neutralité diminue, et elle diminue très rapidement au point même de ne paraître qu'assez mal saisie par plus d'un parlementaire, elle devient sujette aux critiques que vous connaissez et dont on retrouve l'équivalent un peu partout ailleurs qu'en Angleterre. A noter d'ailleurs que l'appréciation de notre neutralité est sujette, ici aussi, aux fluctuations de la faveur générale accordée au concept de la neutralité. Pour le moment, la cote, vous le savez, est plutôt bonne.

On ne peut, d'autre part, passer sous silence le phénomène qui se fait sentir ici aussi et selon lequel les appauvris sont portés à juger mal les enrichis. Or, l'on nous range parmi les seconds et les Anglais sont des premiers. C'est là que notre neutralité vient comme un reproche, en suite d'un processus psychologique explicable: elle nous a permis d'échapper aux destructions de deux guerres mondiales, mais nous n'avons pas pris notre part de responsabilité dans la défense de l'Europe dont nous sommes.

La politique suisse de solidarité ne paraît pas, quant à elle, être appréciée ici selon la mesure que nous entendons lui donner. L'esprit de solidarité des Suisses semble être reconnu - non sans une touche de sentimentalité - par la plupart, mais peut-être plus par des couches assez larges que par des milieux plus autorisés où l'on voudrait y discerner le moyen, pour notre pays, de se gagner des faveurs en même temps que des avantages économiques et un argument à l'appui de la neutralité. La solidarité, m'a dit un interlocuteur, fait partie de l'arsenal de ces beaux programmes sous lesquels se dissimule un égoïsme qui laisse tout de même quelque chose aux autres.

Il reste que si notre politique européenne n'apparaît pas comme définissable aux Anglais qui, d'ailleurs, préfèrent porter leur attention sur les détails de la politique de leur pays, la Suisse jouit très généralement en Angleterre d'estime et de sympathie. Le fait même que pour eux notre pays est celui des beaux paysages où l'on va chercher la détente lors de ses vacances, ils l'expliquent précisément par cette idée très simple - pour ne pas dire simpliste - que, pratiquant la neutralité (qu'ils assimilent volontiers à l'absence de toute politique), la Suisse est ipso facto à l'écart des problèmes politiques qui divisent le monde et où elle entend n'intervenir en rien.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHARGE D'AFFAIRES DE SUISSE a.i.